



BULLETIN de PRESSE représentation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE - 75004 PARIS - 271.81.45 - TELEX 213184

12 Mai 1982, N° 28.

SITUATION POLITIQUE.

Mangana refuse de négocier.

Le président provisoire du Salvador, Alvaro Mangana, a refusé le 5 Mai de négocier avec les forces guérillères qui ont causé, après neuf jours d'affrontements dans le département de Morazan, plus de 150 pertes au régime. Mangana a offert sa première conférence de presse après avoir été élu (sous la pression des Etats-Unis et des militaires salvadoriens et l'appui de la Démocratie-Chrétienne) par l'assemblée constituante au poste de président, jusqu'aux prochaines élections générales. Le chef-d'état a affirmé "qu'il n'y a rien à négocier avec les forces de la guérilla et qu'il faut faire avec elles la paix sans conversations". Ces mots de Mangana ont été interprétés par les milieux politiques, ici, comme une décision du régime d'intensifier la guerre contre les organisations armées du peuple salvadorien et augmenter la répression, qui, au cours des 28 derniers mois, a déjà provoqué plus de mille victimes.

Pour sa part, l'assemblée constituante du Salvador a approuvé le cabinet de 14 membres proposé par le président provisoire Alvaro Mangana, dans lequel cinq ministres de l'ancien gouvernement ont été ratifiés. Neuf ministres, dont quatre de l'alliance républicaine nationaliste (Arena), trois du Parti Conciliation Nationale (PCN) et deux signalés comme indépendants, ont été nommés dans leurs fonctions, ainsi que neuf sous-secrétaires; cinq doivent encore être désignés. Parmi les ministres ratifiés se trouvent trois membres de la Démocratie-Chrétienne (ministre des Affaires étrangères, du Travail et de l'Education), Jorge Eduardo Tenorio, ministre des Finances, sans affiliation politique connue et le puissant ministre de la Défense et de la Sécurité Publique, le Général José Guillermo García. Les informations en provenance du Salvador, soulignent aussi le fait que "Arena" a obtenu les portefeuilles de l'Agriculture, du Commerce Extérieur et de l'Economie, secteurs qui ont été les cibles de critiques les plus dures de cette organisation de l'extrême droite, sous le régime de José Napoléon Duarte.

CONTRE L'ENGAGEMENT DE TROUPES NORD-AMERICAINES DANS LE SALVADOR.

Vingt-huit sénateurs nord-américains, sous la direction du leader de la minorité, Robert Byrd, épaulent un projet de loi destiné à empêcher que le président engage des troupes de combat au Salvador, sans autorisation préalable du congrès. S'il est approuvé, ce projet modifiera la loi sur les pouvoirs de guerre de 1973, en exigeant une autorisation spécifique du congrès pour pouvoir introduire des forces militaires nord-américaines dans le conflit du Salvador. Selon la loi actuelle, le président des Etats-Unis peut envoyer des troupes pour combattre dans un autre pays pendant 60 jours, sans avoir besoin d'une approbation préalable du congrès. Byrd a dit, dans sa déclaration devant le comité des affaires étrangères du Sénat, que son amendement reflète "la croissante inquiétude du pays à l'égard de la voie qu'a prise la politique nord-américaine dans le Salvador et en Amérique centrale." La semaine dernière, l'administration de Ronald Reagan a dit qu'elle s'opposerait à l'amendement, car celui-ci empêcherait une réponse rapide du président aux appels urgents. Byrd a dit que le gouvernement de Reagan doit expliquer ce qu'il comprend sous le mot "urgence" car il semble que celle-ci pourrait l'obliger à engager des forces militaires nord-américaines au Salvador. Le problème se complique par le fait que l'administration n'a pas présenté une stratégie bien définie, dans la recherche d'un clair accord sur les stratégies en

40 P. 11798

en Amérique Centrale, a dit Byrd. Il a aussi signalé que la loi de 1973 ordonne une action du congrès seulement après le fait accompli (envoi de troupes vers un autre pays). "Les habitants de mon état (Virginia de l'Ouest) s'opposent en ce moment particulier, à l'introduction de n'importe quelle troupe de combat au Salvador" a réitéré Byrd.

L'"amendement Byrd" est une des nombreuses résolutions relatives à l'intervention de Etats-Unis en Amérique Centrale, et est actuellement soumise à l'étude du comité des affaires étrangères.

Une résolution, sous l'égide des sénateurs Kennedy, Dood et Tsongas, demande des négociations inconditionnelles pour obtenir un cessez-le-feu et une solution politique du conflit au Salvador. Une autre demande que les négociations soient liées à la continuation de l'aide nord-américaine au régime de ce pays et une troisième propose de limiter les actions secrètes (de la CIA) en Amérique centrale non approuvées par le congrès.

DECLARATION DE LA COMMISSION POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME EN AMERIQUE CENTRALE.

La commission pour la défense des droits de l'Homme en Amérique Centrale a condamné l'administration Reagan pour son intervention politique, économique et militaire contre les peuples d'Amérique Centrale et des Carraïbes. Cet organisme a conclu le 8 Mai à Alajuela sa quatrième assemblée générale pour l'auto-détermination des peuples et la lutte pour la paix en Amérique Centrale et aux Carraïbes, en affirmant que cette intervention est la plus grande violation des droits des peuples de cette région. Elle s'est récemment accrue et ses manifestations les plus récentes sont l'augmentation de l'aide militaire aux gouvernements du Guatémala et du Salvador, destinée à aggraver le génocide contre les peuples qui luttent pour la paix, la justice et le droit à l'auto-détermination. Les participants ont également condamné la soi-disant communauté démocratique centro-américaine, créée en Février dernier, et qui constitue selon eux, un instrument destiné à faciliter l'intervention militaire contre les peuples centro-américains. Au cours de la dernière session plénière, l'accent a été mis sur la menace que constitue l'activité militaire des Etats-Unis dans la zone du canal de Panama, et la préparation d'une force militaire d'intervention, qui toutes deux représentent une menace pour la paix dans la région et dans le monde. "L'exécution de manoeuvres militaires qui sont conduites actuellement dans les eaux territoriales des Carraïbes prétend intimider les peuples pour briser leur volonté", a déclaré la commission. Le plan Reagan pour les Carraïbes et l'Amérique Centrale a été jugé comme une tentative d'accentuation de la dépendance de l'économie régionale et comme une manoeuvre pour augmenter la pénétration et la domination économique et politique nord-américaine. "Le plan prétend isoler et asphixier la révolution populaire nicaraguayenne et le gouvernement de Grenade."

SITUATION MILITAIRE

* Un plan stratégique régional des Etats-Unis pour anéantir le mouvement révolutionnaire salvadorien et installer les bases d'une invasion du Nicaragua a été dénoncé à Mexico. Le Commandant guerillero "Douglas", chef-adjoint du Front "Apolinario Serrano" au Salvador a déclaré à la revue "Por Esto" que le projet d'ingérence vise à déstabiliser le triomphe de la révolution nicaraguayenne, qui a ouvert en Amérique Centrale un espace politique limitant les intérêts de Washington. Quant au Salvador, l'intervention des Etats-Unis, a affirmé Douglas, se manifeste par la présence de conseillers militaires, par l'appui direct à l'armée et le soutien d'autres gouvernements. Il a été précisé que la stratégie militaire nord-américaine au Salvador comporte trois étapes. La première est celle d'une guerre d'usure. La seconde phase est connue sous le nom d' "anéantissement total du mouvement révolutionnaire" Ces deux étapes, a expliqué Douglas, supposent une défense permanente dans les villes et dans les autres lieux où la guérilla peut se protéger. A partir

de là on débouche sur l'ultime étape : l'installation de garnisons fixes disposant d'une unité mobile de combat, pour combiner les deux types de forces. Cependant, la pratique de la guerre, a-t-il ajouté, a démontré que l'ennemi n'a pas la capacité de mener à sa fin le combat contre la guérilla, qui opère sur tout le territoire national. La contradiction de la stratégie militaire de l'ennemi, a-t-il conclu, prend racine dans la nécessité de disposer de troupes nombreuses pour couvrir tout le territoire de forces fixes et mobiles.

* "Mille soldats de retour au Salvador", titre un article paru dans le Herald Tribune du 10 Mai, écrit par Juan M. Vasquez et dont nous publions ici un large extrait.

" Un bataillon de près de 1000 soldats est de retour d'un entraînement aux Etats-Unis pour renforcer la force de combat du gouvernement du Salvador. Mais la perspective d'une issue militaire à la guerre civile reste éloignée. Les observateurs occidentaux pensent qu'il faudra attendre la fin de 1984 pour que les combats se réduisent à des "proportions acceptables", même dans les meilleures conditions, y compris un accroissement du soutien populaire aux forces gouvernementales. Cette prévision, qui prend en compte la meilleure formation des troupes et l'accroissement prévu de l'entraînement et de la fourniture d'équipement de la part des Etats-Unis, suppose en outre que le commandement militaire au Salvador a compris l'importance du soutien populaire. "Avec un soutien populaire cette armée ne peut en aucun cas être battue", a affirmé une source informée sur la structure et l'entraînement des forces armées. "Si la population soutient la guérilla, celle-ci peut résister sans fin". La guérilla contrôle une grande partie des campagnes et l'armée est incapable de réaliser des opérations de petites unités pour renverser cet avantage. Pour aider à cela, les Etats-Unis prévoient d'augmenter le nombre des hélicoptères salvadoriens VH-1H "Huey" de 17 à 40, d'ici à la fin de 1984, affirment des sources bien informées. En outre, un accord est en cours de négociation pour fournir à la fin de l'année environ 12 avions au Salvador, dont des avions cargo et des jets pour attaquer au sol. Mais l'armée est encore limitée par son inexpérience, sa faible mobilité et un manque de planification et d'argent: le Bataillon Ramon Belloso (du nom d'un héros militaire du 19ème siècle) est à l'image de ses insuffisances. Ses 957 soldats sont retournés au Salvador la semaine dernière après 90 jours d'entraînement d'infanterie à Fort Bragg, Caroline du Nord".

* Action d'harcèlement à Chalatenango

Les forces du FMLN ont réalisé une action de harcèlement au cours des dernières 72 heures contre le campement du bataillon Atonal à Chalatenango, a déclaré le 9 Mai, Radio Venceremos.

L'attaque a eu lieu sur la colline El Candelero dans le Nord du département et les forces combattantes ont approché à 10 mètres les tranchées de l'Armée. Les rebelles ont utilisé des fusils et de l'artillerie notamment ceux récupérés au cours d'action récentes, comme un canon de 90 millimètres.

Du côté de l'Armée, on rapporte 6 morts et 4 blessés et du côté de la guérilla, sont tombés "les camarades Jacobo et Miguel".

Après les combats a débuté un important pilonnage sur les collines des alentours, mais les guérilleros sont parvenus à se retirer sans problèmes de la zone.

A Chalatenango, on annonce en outre qu'ont été libérés 7 prisonniers de guerre, "après enquête sur de possibles crimes contre le peuple".

* Au moins 14 explosions ont été enregistrées, mercredi soir, dans les différents endroits de San Salvador, causant des dommages considérables.

Il a également été informé que les guérilleros ont attaqué la direction militaire du quartier de San Antonio Abad, de la capitale, et les garnisons de San Martin et de San Bartolome Perulapia, département de San Salvador, ainsi qu'à Suchitoto et à San José Guayabal, à Cuscatlan.

* Radio Venceremos dénonce le 8 Mai que pour la quatrième journée consécutive, l'armée salvadorienne a réalisée des déploiements militaires au sud-est du département d'Usulután, bien qu'aucun affrontement important avec la guérilla n'ait été reporté jusqu'à présent. L'opération a commencé deux jours après la fin d'une autre du même genre, bien que plus grande, dans le département de Morazan au nord-est du pays, opération ayant coûté à l'armée entre 150 et 200 pertes, indiquent plusieurs sources.

Le nouveau déploiement à Usulután est réalisé par des unités de la troisième et cinquième brigade d'infanterie, ainsi que par les corps de la sécurité (police nationale et des finances) avec l'appui de l'aviation et des gardes-côtes, qui patrouillent la zone du littoral. Les embarcations de la garde-côte ont même tiré contre de petits villages de la côte, parmi eux "La Canoa".

*L'agence indépendante de presse (AIP) a reporté que toute la zone frontalière de la Virtud, Colomancagua, Valladolid, Guarita et Mapulca, du Honduras, s'est transformée en zone militaire. Le régime hondurien transfère vers cette région les réfugiés salvadoriens tout en niant que leur remplacement obéisse à d'éventuelles actions militaires.

Mais le président de l'organisme de Coordination du Honduras de Solidarité avec la lutte du peuple salvadorien, Reynaldo Erazo, a dénoncé que près de 700 soldats honduriens et cent conseillers U. S. préparent de nouvelles répressions dans la région frontalière, entre le Honduras et le Salvador. Ces préparatifs coïncident avec la mise au point d'un vaste plan génocide dans les départements de Cabanas, Chalatenango, et Morazan, où les guérilleros ont de fortes positions.

* Prisonniers politiques en Honduras

Le Comité national de solidarité du Honduras a exigé le 5 Mai la libération immédiate des prisonniers politiques dans son pays et a demandé d'urgence la médiation de la commission centro-américaine pour la défense des droits de l'homme.

Les représentants des organismes humanitaires du Honduras ont révélé à San José que le 22 Avril dernier, au moins onze salvadoriens appartenant à des communautés chrétiennes ont été capturés par des forces de répression honduriennes. Le journaliste Francisco Garcia, affilié à l'Union des journalistes du Salvador et membre de la Fédération latino-américaine des journalistes (FELAP) a également été fait prisonnier.

Les délégués honduriens qui participent ici à la 4^e Conférence pour la défense des droits de l'homme, ont signalé qu'en Août dernier neuf autres salvadoriens et plusieurs costariciens avaient également été capturés au Honduras par des agents de la Direction National d'investigation (DIN)